

Les jeunes face au défi de l'emploi

Le forum Geesseknäppchen était rempli, hier, de lycéens de la Grande Région venus écouter les décideurs d'aujourd'hui sur le thème de l'emploi des jeunes.

Dans un contexte de crise, difficile pour les jeunes de s'imaginer un avenir serein sur le marché du travail. Les différents intervenants d'hier ont dressé un bilan sans concession de la situation actuelle, au Luxembourg et en Europe.

De notre journaliste
Audrey Somnard

La bonne nouvelle pour les lycéens du pays réunis hier dans le cadre des rencontres InterLycées, c'est que le Luxembourg s'en sort un peu mieux que ses voisins européens. Il n'en demeure pas moins que la situation en Europe n'est pas très reluisante et que le Grand-Duché n'est pas une île, comme l'a rappelé Carlo Thelen, chef économiste à la Chambre de commerce de Luxembourg. Que ce soit au Luxembourg ou dans l'Union européenne, le chômage des jeunes est un véritable fléau. Le ministre du Travail, Nicolas Schmit, souligne qu'au Luxembourg 15% des jeunes sortent du système scolaire sans aucune qualification. Or il est prouvé que plus ses diplômés sont élevés, moins le jeune passera de temps au chômage. «Il faut s'attaquer au problème de l'emploi des jeunes sur le plan luxembourgeois, mais également sur le plan européen. Le chômage est le résultat de mauvais choix politiques en matière d'économie, notamment la spéculation immobilière qui a ruiné des pays comme l'Irlande ou l'Espagne.» Avec un taux de 14,5% au Luxembourg, on est loin des 56% de jeunes de moins de 25 ans au chômage en Grèce, mais pour Nicolas Schmit les politiques d'austérité (termes qu'il n'a pas employés) «tuent les initiatives. C'est une génération perdue. Il faut bien sûr assainir les budgets, mais tout en relançant la croissance. L'Europe est le seul continent à rester en récession.»

Carlo Thelen a dressé une carte économique du paysage luxembourgeois, en soulignant la diversité du marché, au-delà des clichés que l'on pourrait avoir à propos de la toute-puissante place financière. Cette dernière, en difficulté comme les autres secteurs, continue néanmoins d'embaucher. Le Luxembourg reste également le premier producteur sidérurgique par tête d'habitant, le secteur automobile est également présent et Luxembourg



Nicolas Schmit (au centre) a souligné l'importance d'assainir les finances européennes tout en soutenant la croissance, synonyme d'emplois pour les jeunes.

est le 5^e aéroport de fret en Europe, même si le secteur est gravement touché par la crise.

➤ Chômeurs à 40 % peu qualifiés

Depuis 1995, l'emploi a augmenté de 66%, alors que dans le même temps le chômage a triplé, notait hier Pierre Bley, président de l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL): «La situation est difficile, mais il n'y a pas de quoi désespérer. 40% des chômeurs sont des personnes peu qualifiées. Des études ont montré que plus le niveau de qualification est élevé,

plus le temps de chômage est court.» Du côté du patronat, on encourage évidemment les vocations à la création d'entreprise: «Les résidents sont peu enclins à créer une entreprise. Seules 6% des personnes actives sont des indépendants au Luxembourg, dont la moitié sont des professions libérales.»

Martin Schulz, président du Parlement européen, est venu donner son éclairage sur le problème de l'emploi des jeunes au niveau européen. Selon lui, l'UE est dans un état «lamentable» avec des déséquilibres qui se creusent entre pays riches et pays pauvres, «loin de l'idéal européen». Martin Schulz

note quatre défis que va devoir relever l'Europe: le commerce, l'écologie avec le changement climatique, la lutte contre la spéculation et la migration. «En 2013/2014, l'UE va devoir faire le choix entre une communauté d'États qui décident seuls ou un gouvernement européen responsable pour ses défis. Je suis convaincu qu'il faut aller dans cette direction.» D'après lui, les politiques ne pourront pas tout faire: «Les politiciens ne peuvent pas trouver du travail aux jeunes, mais il faut créer un cadre pour favoriser cet accès à l'emploi», a estimé le président du Parlement européen.

285

LE CHIFFRE

Le député Fernand Etgen (DP) a interpellé le ministre des Finances, Luc Frieden, à propos d'une annonce de l'Inspection spéciale des impôts belge selon laquelle le fournisseur d'électricité Electrabel aurait économisé 285 millions d'euros entre 2003 et 2008 en payant ses impôts sur les bénéfices au Luxembourg. «Il aurait été procédé à un transfert des bénéfices vers les filiales luxembourgeoises du fournisseur d'électricité belge qui auraient eu un accord avec l'administration luxembourgeoise frappant uniquement d'un impôt les bénéfices d'Electrabel au Luxembourg», indique le député qui précise que «ce taux d'impôt se serait élevé à 1,8%». La réponse du ministre publiée hier reste pour le moins laconique: «Ces informations sont couvertes par le secret fiscal de sorte que l'administration des Contributions ne peut divulguer ces informations.»

AU LUXEMBOURG

■ CARGOLUX

Paul Helminger, le président du conseil d'administration de Luxair, a de bonnes chances d'être élu président de la société Cargolux aujourd'hui, selon les informations de 100,7. Le politicien libéral souhaite conserver également son poste à la tête de Luxair, le plus gros actionnaire de la société aérienne de fret. L'État ayant pris la participation de Qatar Airways au sein de Cargolux, au moins deux représentants de l'État devraient être nommés au sein du CA. Il pourrait s'agir de l'avocat Paul Mousel et d'Alphonse Berns, nouveau directeur de la fiscalité au ministère des Finances.

■ TÉLÉPHONIE

Patrick Ittah, directeur d'Orange Luxembourg depuis 2010, quitte le deuxième opérateur alternatif du pays aujourd'hui «pour relever de nouveaux défis professionnels».

À L'ÉTRANGER

■ DISTRIBUTION

Le distributeur de biens culturels français Virgin Stores, qui détient 26 magasins et emploie un millier de personnes, a été placé hier en redressement judiciaire avec une période d'observation de quatre mois par le tribunal de commerce de Paris.

■ ASSURANCES

L'assureur italien Generali a présenté hier un plan stratégique sur trois ans, où il érige en priorité le renforcement de ses fonds propres, via une capitalisation de ses bénéfices, des cessions d'actifs non stratégiques et la réalisation de 600 millions d'euros d'économies. L'objectif de ces mesures est d'obtenir des agences d'évaluation financière une note «AA», alors que le «Lion de Trieste» est actuellement noté «A».

■ ZONE EURO

La production industrielle a baissé de 0,3% en novembre dans la Zone euro, après une baisse de 1% en octobre, selon les chiffres communiqués hier par Eurostat. Sur un an, la production industrielle a baissé de 3,7% dans la Zone euro et de 3,3% dans l'ensemble de l'UE.

Les banques espagnoles respirent

La dette nette des banques espagnoles envers la Banque centrale européenne a baissé en décembre pour le quatrième mois consécutif à 313,109 milliards d'euros selon la Banque d'Espagne.

Ce chiffre, qui est un indice de la capacité ou non des banques espagnoles à se financer auprès du marché au lieu de la BCE, et donc de la confiance des investisseurs envers l'Espagne, enchaînait les records historiques depuis janvier, et avait atteint un pic à 388,736 milliards d'euros en août. En décembre, le recours des banques espagnoles à la BCE a baissé de 27,7 milliards d'euros (8,13%) sur un mois, mais reste à un niveau très élevé: en décembre 2011, cette dette était de 118 milliards.

L'Espagne a déjà reçu 39,5 milliards d'aide européenne pour ses banques, sur un plan pouvant atteindre 100 milliards d'euros accordé en juin.

Salaires : un constat surprenant

Le salaire médian des hommes s'avère inférieur à celui des femmes au Luxembourg selon le Statec.

Le Statec publie au compte-gouttes les résultats de l'enquête sur la structure des salaires réalisée en 2010 auprès de 20 000 salariés travaillant dans 2 200 entreprises luxembourgeoises. Hier, il a diffusé un constat étonnant concernant le salaire médian des hommes et des femmes ayant travaillé à temps plein en 2010 – le salaire médian étant le salaire tel que la moitié des sondés gagne plus et la moitié gagne moins.

Il s'avère en effet que le salaire médian des hommes s'élève à 44 224 euros, soit 3% de moins que celui des femmes (45 767 euros). «Cet avantage salarial s'explique par le fait que les femmes travaillent plutôt dans les secteurs à salaires élevés que les hommes», avance le Statnews publié hier. Ainsi, 26% des femmes travaillent dans l'enseignement ou dans la finance et l'assurance, «les deux secteurs qui affichent les salaires médians les plus élevés au Luxembourg». Alors que

seulement 15% des hommes actifs travaillent dans ces secteurs.

Selon l'enquête du Statec, l'enseignement arrive loin devant les autres secteurs d'activité en termes de salaire brut annuel: près de 80 000 euros contre un peu plus de 60 000 pour les activités financières et d'assurance ainsi que l'administration publique.

➤ Des frontaliers un peu plus qualifiés

Les secteurs de l'information et de la communication, des activités spécialisées, techniques et scientifiques, de la santé et de l'action sociale et de l'industrie naviguent entre 40 000 et 60 000 euros annuels. Les autres secteurs (transports, arts, construction, immobilier, restauration...) permettent de gagner entre 25 000 et 40 000 euros annuels.

Le Statec relie cette différence de salaire au niveau de qualification. «Dans l'éducation, 80% des sala-

riés sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement tertiaire, et dans les activités financières 65%.» Sachant que les diplômés de l'enseignement tertiaire (postbac) gagnent 74% de plus que ceux de l'enseignement secondaire (bac) et 117% de plus que ceux qui n'ont pas dépassé l'enseignement secondaire inférieur (9^e technique ou 5^e classique).

L'ensemble des salariés au Luxembourg se divise en trois catégories: 30% sont diplômés de l'enseignement tertiaire, 47% du secondaire supérieur et 23% du secondaire inférieur. Une répartition qui varie entre résidents et frontaliers: 29% des résidents n'ont pas dépassé le secondaire inférieur, alors que 63% des frontaliers allemands sont diplômés du secondaire supérieur. Les frontaliers belges, eux, sont massivement recrutés parmi les universitaires (41%). Quant aux frontaliers français, ils ont un profil proche de la moyenne globale.